
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique












<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Marché 2025.41

Plateforme ProjECTS

Développement d'une plateforme d'intermédiation entre porteurs de projets, étudiants et gestionnaires administratifs de l'Université de Lille pour outiller l'Unité d'Enseignement Projet de l'Etudiant Engagement.

L'essentiel du contrat

	Objet	Plateforme ProjECTS Développement d'une plateforme d'intermédiation entre porteurs de projets, étudiants et gestionnaires administratifs de l'Université de Lille pour outiller l'Unité d'Enseignement Projet de l'Etudiant Engagement.
	PSE	Sans
	Type de contrat	Appel d'offres ouvert
	Tranches optionnelles	Avec
	Clause Sociale	Sans
	Clause environnementale	Avec
	Durée/délai	Article 5 du CCAP
	Reconduction	Sans
	Prix	Forfaitaire
	Variation de prix	Sans
	Avance	Article 19

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5 – DECOMPOSITION EN TRANCHE ET DUREE DU MARCHE</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 6 - EXECUTIONS DES PRESTATIONS</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 7 – OPERATION DE VERIFICATION</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 8 - MAINTENANCE</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN</u>	<u>11</u>
<u>ARTICLE 10 - REVERSIBILITÉ</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 12 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 13 – RGPD</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 14 – PENALITES</u>	<u>19</u>
<u>ARTICLE 15 – PRIX</u>	<u>20</u>
<u>ARTICLE 16 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT</u>	<u>20</u>
<u>ARTICLE 17 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 18 – AVANCE</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 19 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 20 – ASSURANCE</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 21 – MODIFICATION DE MARCHE</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 22 - RÉSILIATION</u>	<u>23</u>
<u>ARTICLE 23 – DROIT ET LITIGES</u>	<u>24</u>
<u>ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/TIC</u>	<u>24</u>

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet le développement, la mise en œuvre et la maintenance de la plateforme numérique ProjECTS, destinée à assurer l'intermédiation entre les porteurs de projets, les étudiants et les gestionnaires administratifs de l'Université de Lille.

Cette plateforme vise à outiller l'Unité d'Enseignement « Projet de l'Étudiant – Engagement », en facilitant le dépôt, la gestion et la valorisation des projets proposés, ainsi que le suivi et la reconnaissance des engagements étudiants.

Les caractéristiques techniques sont définies dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**.

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

2.1 - Définition de la procédure

La procédure de passation pour cette consultation est l'appel d'offres selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.2 – Forme

Conformément à l'article L.2113-11, 2° du Code de la commande publique, le marché n'est pas alloti. Les prestations de conception, développement, hébergement, maintenance et support de la plateforme ProjECTS sont techniquement indissociables ; leur exécution par plusieurs opérateurs rendrait le projet complexe et risquerait d'affecter la cohérence, la sécurité et la continuité du service.

2.3 – Tranches :

Le marché comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles décomposé comme suit :

- Tranche ferme : Développement de la plateforme
- Tranche optionnelle 1 : Maintenance pour 4 années supplémentaires
- Tranche optionnelle 2 : Ajout de fonctionnalités relevant de la priorité 3

2.3 - Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'ATTRI1 et ses annexes dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'administration font seule foi,
✓ Annexe 1 à l'attri1 (annexe financière)
- ✚ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige
- ✚ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige et ses annexes :
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1er avril 2021.
- ✚ L'offre du candidat (Cadre de Réponse Technique et Mémoire technique)

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire remet :

- ✚ Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés (salarié envoyé à l'étranger pour effectuer un travail pendant une durée déterminée) et une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R1263-4-1 et R1263-6-1 du Code du travail.
- ✚ En cas de recours au prêt de main d'œuvre, le contrat de mise à disposition du ou des employés entre l'entreprise prêtant la main d'œuvre et l'entreprise bénéficiaire. Pour rappel, le prêt de main d'œuvre est un mécanisme à but non lucratif, en cas de violation de ce mécanisme, les entreprises s'exposent à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amende (Article L8243-1 du Code du travail)
- ✚ Avant la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant ne pas employer des travailleurs étrangers ou la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail en précisant pour chaque salarié leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2 du Code du travail)

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. (Article 6 du CCAG/TIC).

ARTICLE 5 – DECOMPOSITION EN TRANCHE ET DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché à tranches, conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique.

Le délai d'exécution de la tranche ferme court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

Les prestations devront débuter au plus tard en janvier 2026, conformément au calendrier d'exécution défini dans le CCTP.

La solution devra être livrée, testée et activable par l'Université de Lille au plus tard au 1^{er} juillet 2026, afin de permettre le déploiement opérationnel de la plateforme avant la rentrée universitaire.

Un procès-verbal d'admission sera établi afin d'attester de la bonne exécution des prestations et de la mise en service effective de la plateforme.

1. Tranche ferme

La tranche ferme comprend :

- ✚ la conception, le développement, la mise en œuvre, l'accompagnement et la formation relatifs à la plateforme ProjECTS ;
- ✚ la livraison en production des fonctionnalités définies comme priorité 1 et priorité 2 dans le CCTP ;
- ✚ la mise à disposition de l'environnement de recette, la réalisation des tests utilisateurs et de conformité, et la mise en production au plus tard au 1^{er} juillet 2026 ;
- ✚ le maintien en condition opérationnelle (maintenance corrective, préventive, évolutive, réglementaire et support) pour une durée d'un (1) an à compter de la réception des prestations de développement, conformément à l'article 8.3 du CCTP.

Les fonctionnalités de priorité 1 couvrent les besoins indispensables au déploiement initial :

- parcours utilisateurs et tableaux de bord des cinq profils (étudiant, porteur interne, porteur externe, gestionnaire administratif et administrateur) ;
- dépôt, consultation et gestion des projets, candidatures et messages ;
- modules d'administration, support, sécurité, accessibilité (RGAA 4.1), hébergement et authentification CAS.

Les fonctionnalités de priorité 2 correspondent aux compléments et enrichissements prévus à N+1 du déploiement, nécessaires à l'optimisation et à la montée en charge de la plateforme. Elles incluent, par exemple, certaines automatisations, exports ou fonctions collaboratives détaillées au CCTP.

2. Tranche optionnelle 1

La tranche optionnelle comprend la prolongation du maintien en condition opérationnelle de la solution pour quatre (4) années supplémentaires, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 8.3 du CCTP.

3. Tranche optionnelle 2

La tranche optionnelle n°2 comprend l'ajout des fonctionnalités relevant de la priorité 3, telles que prévues au chapitre VI du CCTP.

Ces fonctionnalités complémentaires pourront être développées et intégrées à la plateforme à la demande du pouvoir adjudicateur, selon les besoins identifiés en cours d'exploitation.

4. Décision d'affermissement et délais

L'exécution des tranches optionnelles est subordonnée à une décision d'affermissement notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur, matérialisée par l'émission d'un ordre de service.

En tout état de cause, si une tranche optionnelle est affermée avec retard ou n'est pas affermée, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente ni de dédit.

ARTICLE 6 - EXECUTIONS DES PRESTATIONS

6.1 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées principalement dans les locaux du titulaire et, le cas échéant, dans ceux de l'Université de Lille pour les phases nécessitant une intervention sur site (formation, réunions, accompagnement).

6.2 – Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution des prestations sont détaillées au CCTP (articles 3.1 à 3.1.4) et comprennent :

- la phase de mise au point et de fourniture de la solution ;
- la formation et l'accompagnement des équipes de l'Université de Lille ;
- le développement agile et les évolutions de la solution ;
- la mise en œuvre du Test-Driven Development (TDD).

6.3 – Planning

Le calendrier d'exécution des prestations est défini à l'article 3.2 du CCTP. Il prévoit notamment :

- le démarrage des prestations début janvier 2026 ;
- la livraison et la mise à disposition d'une solution activable au plus tard 1^{er} juillet 2026, afin de permettre à l'Université de Lille d'engager ses actions de communication auprès des étudiants ;
- la mise à disposition d'un environnement de recette dans le respect des jalons fixés ;
- un calendrier détaillé affiné et validé lors de la réunion de lancement.

Le candidat indiquera, dans le Cadre de Réponse Technique, le délai d'exécution auquel il s'engage, en tenant compte des jalons précités.

Un planning détaillé des phases d'actions sera fourni par le titulaire et validé lors de la réunion de lancement.

La livraison, l'installation et la mise en service opérationnelle seront réalisées par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix. Le titulaire prendra en charge l'ensemble des assurances nécessaires.

6.4 – Suivi du projet – Réunions

Les prestations devront être réalisées en stricte conformité avec les termes du marché. Afin de garantir une communication fluide et un suivi régulier :

- une réunion de lancement se tiendra dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification ;
- des réunions techniques et de suivi seront organisées en tant que de besoin, à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou du titulaire ;
- des comités de pilotage réguliers seront programmés, selon une fréquence fixée lors de la réunion de lancement, pour valider les livrables et arbitrer les priorités ;
- une réunion de bilan se tiendra à l'issue de la livraison du service.

Les invitations seront adressées par le titulaire. Celui-ci établira les comptes rendus de réunion, transmis au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux (2) jours ouvrés pour validation. Les réunions pourront se tenir dans les locaux de l'Université de Lille, dans ceux du titulaire, ou à distance (visioconférence).

Toute absence non justifiée à une réunion à laquelle le titulaire a été dûment convoqué pourra donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire conformément à l'article 14 du présent CCAP.

6.5 – Formation et accompagnement des personnels

Le titulaire assurera la formation et l'accompagnement des équipes de l'Université de Lille à l'appropriation et à la mise en œuvre de la solution, conformément à l'article 3.1.2 du CCTP.

Cette prestation sera réalisée sur une durée minimale d'un (1) jour et maximale de trois (3) jours ouvrés, à compter de la mise en ordre de marche de la solution.

Cette formation, dispensée en présentiel ou en distanciel, s'adressera aux personnels désignés par l'Université. Elle comprendra :

- une formation initiale, organisée au cours de la phase de mise au point et de recette ;
- un accompagnement à l'usage, lors de l'activation des fonctionnalités ;
- un suivi complémentaire, durant la période de déploiement, afin de garantir la bonne appropriation de la solution par les utilisateurs.

ARTICLE 7 – OPERATION DE VERIFICATION

7.1 Vérification de la prestation

Par dérogation aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.



Tranche ferme

Etape de l'opération de vérification quantitative et qualitative :

⇒ Livrable 1 - Appropriation et organisation des prestations

Etape 1 :	La livraison du livrable 1 - Note de présentation (cf : article 3.1.1 du CCTP) devra être constatée de manière contradictoire ➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 14 du présent CCAP.
Etape 2 :	Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 1, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement de 30% du montant total du marché.

Etape de l'opération de vérification quantitative et qualitative :

⇒ Livrable 2 - Déploiement des fonctionnalités de priorité 1 de la plateforme

(Conformément à l'article 6.1.1 du CCTP)

Etape 1 :	La livraison du livrable 2 porte sur la mise à disposition opérationnelle de la plateforme intégrant les fonctionnalités classées en priorité 1 dans les chapitres VI du CCTP. Ces développements sont réalisés selon une méthodologie de développement agile et le principe du Test-Driven Development (TDD). ➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 14 du présent CCAP.
Etape 2 :	Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 2, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement de 35% du montant total du marché. (soit 65 % du marché réalisé).

Etape de l'opération de vérification quantitative et qualitative :

⇒ Livrable 3 - Formation et accompagnement des équipes de l'Université de Lille

(Conformément à l'article 3.1.2 du CCTP)

Etape 1 :	le livrable 3 : Les prestations de formation et d'accompagnement sont constatées de manière contradictoire. Cette phase comprend la remise de la documentation complète et l'activation du service de maintenance en condition opérationnelle (MCO). ➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 14 du présent CCAP.
Etape 2 :	Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 3, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement de 15 % du montant total du marché. (soit 80 % du marché réalisé).

Par ailleurs, à l'admission de cette prestation, le titulaire s'engage à rembourser l'avance s'il l'a accepté.

Etape de l'opération de vérification quantitative et qualitative :

⇒ Livrable 4 - Déploiement des fonctionnalités de priorité 2 de la plateforme (conformément à l'article 6.1.1 du CCTP)

Etape 1 :	La livraison du livrable 4 correspond à la mise à disposition des fonctionnalités complémentaires classées en priorité 2 dans les chapitres VI du CCTP. Ces développements sont également réalisés selon une méthodologie de développement agile et le principe du Test-Driven Development. ➔ Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 14 du présent CCAP.
Etape 2 :	Si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission.

A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal valant attestation d'admission daté et signé de l'ensemble des parties concernées sera remis au titulaire.

L'admission 4, lorsqu'elle est prononcée, permet le paiement du solde du montant total de la tranche ferme.

ARTICLE 8 - MAINTENANCE

8.1. Conformément à l'**article 8.3 du CCTP**, le titulaire assure le maintien en condition opérationnelle de la solution pendant toute la durée du marché.

1. Durée de la maintenance

- Tranche ferme : le maintien en condition opérationnelle est assuré pendant une durée de douze (12) mois à compter de la livraison de la plateforme au 1^{er} Juillet.
- Tranche optionnelle (si affermie) : le maintien en condition opérationnelle est prolongé pour une durée supplémentaire de quatre (4) années, dans les mêmes conditions que celles de la tranche ferme.

2. Modalités

Le titulaire devra détailler, **dans son offre et dans la Cadre de Réponse Technique**, les modalités de maintenance proposées ainsi que leurs conditions d'application (délais, modes d'intervention, organisation).

La maintenance inclut des prestations préventives, correctives, évolutives et curatives, couvrant notamment :

- ✚ Continuité de service et évolutivité
 - Le titulaire garantit la continuité de service et l'adaptabilité de la solution aux évolutions des besoins des utilisateurs (nombre d'utilisateurs, volume de données, fonctionnalités).
- ✚ Documentation
 - Le titulaire s'engage à documenter l'intégralité des éléments de la solution (code, documentation technique et fonctionnelle, changelog).
- ✚ Maintenance préventive et évolutive
 - Le titulaire assure la mise à niveau régulière de la plateforme, l'installation des nouvelles versions et la prise en compte des évolutions légales et réglementaires. Il informe automatiquement le pouvoir adjudicateur de toute évolution apportée à la solution et fournit, le cas échéant, la documentation mise à jour ainsi que la formation nécessaire. (cf article 10.2 du présent CCAP)
- ✚ Maintenance corrective et curative
 - **Incident bloquant : rétablissement du service ou mise en place d'une solution équivalente dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après notification.**
 - **Incident non bloquant : traitement dans des délais appropriés à la gravité de l'incident.**
- ✚ Support et assistance

La maintenance comprend un support utilisateur (assistance, base de connaissances, FAQ, etc.) pour résoudre les problèmes techniques ou administratifs rencontrés.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN

9.1 – Réalisation de prestations similaires

Dans le cadre de ce marché, il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui

ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour le marché.

Pour chaque marché de prestations similaires, le titulaire s'engage à respecter à minima les prix concernés du marché initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par l'Université de Lille.

ARTICLE 10 - REVERSIBILITÉ

Conformément à l'article 38.4 du CCAG-TIC, le titulaire assure la réversibilité de la solution, permettant à l'Université de Lille ou à tout prestataire désigné par elle de reprendre l'exploitation et la maintenance de la plateforme, sans perte de données ni interruption de service.

Prestations comprises dans la réversibilité :

- ✚ Fourniture des codes sources, exécutables, bibliothèques et scripts nécessaires à la reprise.
- ✚ Transmission de la documentation technique, fonctionnelle, d'exploitation et de sécurité mise à jour.
- ✚ Export de l'ensemble des données dans un format ouvert et interopérable (CSV, XML, ou format pivot).
- ✚ Transmission des informations nécessaires au maintien en condition opérationnelle et à la continuité du service.
- ✚ Assistance technique pour l'installation et la configuration de la solution dans l'environnement désigné par l'Université.

La « transférabilité » désigne l'opération de transfert de responsabilité, par lequel l'acheteur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire arrivant à terme.

La période de réversibilité ou de transférabilité est la période couvrant le retour ou le transfert de responsabilité précédemment définis.

Le « plan de réversibilité » ou « de transférabilité » est le document annexé au CCAP qui décrit la durée et les conditions de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 du CCAG/TIC, le titulaire peut sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution d'une partie du marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Pour toute demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire fournit à l'acheteur, les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant ;
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous-traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC) ;

Tous les documents et renseignements de candidature demandés au Titulaire à l'exception du DC1. Déterminer le (s) prestation (s) concernée (s) et leurs montants.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-TIC. L'acheteur peut exiger que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire et ce, conformément à l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique.

L'entreprise indique, lors de la demande d'agrément la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

ARTICLE 12 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article 8.4 « Exigences » du CCTP, le Titulaire s'engage à intégrer une démarche d'écoconception tout au long du cycle de vie du service numérique. À ce titre, il doit notamment :

- Optimiser le poids et le nombre de requêtes serveur,
- Limiter le recours à des ressources externes,
- Garantir la sobriété des interfaces et la performance du service.

À l'issue du projet, le Titulaire remettra à l'Université de Lille un **bilan d'écoconception** comprenant les indicateurs mesurés et les actions mises en œuvre, conformément aux prescriptions du CCTP.

ARTICLE 13 – RGPD

13.1 – Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* » ou « RGDP »).

13.2 - Qualification de la responsabilité des parties

Dans le cadre de l'exécution du présent marché et conformément de l'article 4 du RGPD, le titulaire, aura le statut de sous-traitant (ci-après « *le sous-traitant* » ou le « *titulaire* »). L'acheteur aura le statut de responsable de traitement (ci-après « *le responsable de traitement* » ou « *l'acheteur* »).

13.3 - Finalité, description et durée du traitement

Le sous-traitant est autorisé à réaliser pour le compte du responsable de traitement le(s) traitement de données personnelles suivants.

- **La nature des opérations** de traitement : collecte, enregistrement, conservation puis suppression dans le délai prédéfini.
- **La ou les finalité(s) du traitement** :
Mettre en relation des porteurs de projets, étudiants et gestionnaires via une plateforme numérique de dépôt, consultation et suivi de projets ; dépôt, gestion, suivi de candidatures ; gestion, suivi, évaluation des engagements étudiants ; élaboration, édition de statistiques.
- **Les catégories de données à caractère personnel traitées** :
 - données de connexion strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement ;
 - données d'identification des personnes strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement ;
 - données concernant la vie professionnelle strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement ;
 - données concernant la vie personnelle strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement ;
- **Les catégories de personnes concernées** :
 - Etudiants de l'Université de Lille ;
 - Personnels de l'Université de Lille ;

- Tiers
- Support(s) de traitement des données : serveurs de l'Université de Lille.
- Durées et règles de conservation des données appliquées et applicables par le titulaire :
 - Durée de conservation strictement nécessaires au regard de la ou les finalité(s) du traitement ;

13.4 - Obligations du responsable de traitement et celles du sous-traitant vis-à-vis de ce dernier.

- **Obligations du responsable de traitement**

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant les données visées à l'article 14.3 des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits visés à l'article n°14.10 du présent marché.

- **Obligation du sous-traitant**

- **Limitation des finalités**

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 14.3 des présentes clauses, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement. Dans le cas de finalités non énumérées à l'article 14.3 des présentes clauses, le titulaire s'engage à demander systématiquement le consentement de l'utilisateur.

- **Instruction**

Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.

- **Information de toute difficulté dans l'application de la réglementation**

Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable du traitement constitue une violation du RGPD ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

- **Procédure en cas de recours à un sous-traitant ultérieur**

- a) Le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement qu'il effectue pour le compte du responsable du traitement en vertu des présentes clauses sans l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement.
- b) Au cours de l'exécution du présent marché, le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique de recourir à un nouveau sous-traitant ultérieur au moins 30 jours avant le recrutement de celui-ci, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation visé ci-dessus (a.)
- c) La liste des sous-traitants ultérieurs effectuant une ou plusieurs opérations de traitement visées à l'article 14.3 ci-dessus est communiquée au responsable de traitement par le sous-traitant avant la conclusion du marché et à toute mise à jour de celle-ci.

- d) Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du RGPD.
- e) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.
- f) Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.
- g) Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

- **Tenue d'un registre des activités de traitement**

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- a) Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- b) Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- c) Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- d) Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, et notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant s'engage à communiquer sur demande du responsable de traitement la déclaration des activités de traitement effectuées pour son compte dans le cadre du présent marché.

- **Communication des coordonnées du Délégué à la protection des données du sous-traitant**

Le sous-traitant communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à

l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

13.5 - Transferts internationaux

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du RGPD.
- b) Le responsable du traitement convient que lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur conformément à la clause 14.4 pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, le sous-traitant et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du RGPD en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du RGPD, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

13.6 - Prise en compte des droits des personnes concernées

○ Prise en compte des droits des personnes concernées par le responsable de traitement

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. Il lui appartient également de répondre aux demandes d'exercice de droit qui lui sont adressées par les personnes concernées.

Pour ce faire, la solution proposée par le sous-traitant comportera un espace spécifique accessible à tout moment par les personnes concernées, permettant au responsable de traitement d'informer celles-ci conformément aux articles 13 et 14 du RGPD.

○ Prise en compte des droits des personnes concernées par le sous-traitant

- a) Le sous-traitant informe, dans un délai de 24h à compter de la réception de la demande, le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.
- b) Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.

13.7 Mesures de sécurité

○ Niveau d'exigence

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données. Figure, parmi ces mesures, la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

La proposition attendue devra *a minima* répondre à ces critères et le candidat devra apporter toutes les précisions attendues notamment par l'intermédiaire du cadre de réponses associé au présent marché.

La description de ces mesures de sécurité sera annexée à l'acte d'engagement.

- **Confidentialité**

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat.

Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel signent un engagement de confidentialité vis-à-vis des données personnelles précisées à l'article 14.3 des présentes clauses ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

13.8 – Notification en cas de violation de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

- **Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- a) aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- b) aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du RGDP doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins:
 - 1) la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - 2) les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - 3) les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- c) Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du RGDP, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

- **Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans un délai de 24h après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- a) Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés);
- b) Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c) Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

13.9 - Sort des données au terme de l'exécution du marché

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 5 des présentes clauses.

13.10 Documentation et conformité

- a) Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.
- b) Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- c) Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du RGPD.
- d) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.
- e) Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.
- f) Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

13.11 Résiliation du marché

- a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.


- b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :
- a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
 - b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;
 - c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.
- c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 14.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;


Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.


ARTICLE 14 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels fixés sont dépassés dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt les pénalités prévues au marché sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

 **Retard dans le délai de résolution** : Si le délai de résolution prévu par le titulaire dans son offre n'est pas respecté, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités par heure de retard (ouvrables) entre 9h et 17h.

Type d'incident	Pénalités (coût horaire)
Bloquant	100 €
Non bloquant	50 €

 **Retard dans le délai de livraison** : si le délai de livraison, d'installation et de mise en ordre de marche est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités. Le taux journalier des pénalités est fixé à 500 euros, hors TVA.

 **Pénalités pour non-respect de la réglementation en matière de protection des données personnelles**. Le non-respect de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 100 € pour chaque manquement constaté.

 **Pénalités pour travail dissimulé**

Le montant des pénalités prévues est égal à 300 € par manquement constaté.

- ✚ **Absences aux réunions** : une pénalité de 200 € HT sera applicable sur simple constat de l'absence du titulaire à une réunion à laquelle il avait été dûment convoqué ou invité
- ✚ **Retard dans la remise de livrables liés à la conception du projet** : 200 € par jour ouvrés de retard sur simple constat du non-respect du délai de remise des livrables décrits au cahier des charges et fixées au cours de l'exécution du marché.
- ✚ **Pénalités pour non-respect des mises à jour** : 300 € par manquement constaté en cas de manquement en termes de mises à jour permettant le bon fonctionnement de la plateforme.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités n'est pas limité à un pourcentage du marché initial et/ou de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 15 – PRIX

15.1. - Prix de règlement

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire. Les prix sont fermes et conformes à l'acte d'engagement et à l'annexe à l'attri1.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Il comprend également la prestation de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche, de formation, l'hébergement, la garantie légale et la maintenance.

Conformément à l'article 10 du CCAG / TIC, le prix de règlement objet du marché est établi à partir des propositions toutes taxes compris (TTC) en euros du titulaire.

15.2. - Frais de port

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage standard.

ARTICLE 16 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

16.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations

Les modalités de paiement sont définies à l'article 9 du présent CCAP.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : facturier-ulille@univ-lille.fr

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.41 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTR1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

16.2 - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 15 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

16.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

16.4 - L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

16.5 - Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

16.6 – Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

16.7 – Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

16.8 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance (Article 12.1 du C.C.A.G.-TIC.)

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

ARTICLE 17 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 18 – AVANCE

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R2191-3 à R2191-12.

Le montant de l'avance sera, pour la tranche ferme, de :

- De 30 % à la notification pour les petites et moyennes entreprises (PME)
- D'une somme égale à 5 % et 30 % du montant initial TTC de la tranche ferme pour les entreprises autres que les PME (article R2191-7 du Code de la commande publique)

Le remboursement de l'avance forfaitaire s'impute sur les sommes dues au titulaire et doit être effectué lors de l'admission n°3, c'est-à-dire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant prévu à l'article susvisé.

ARTICLE 19 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

ARTICLE 20 – ASSURANCE

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux Technologies de l'Information et de la Communication.

ARTICLE 21 – MODIFICATION DE MARCHÉ

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, toute modification du marché en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

ARTICLE 22 - RÉSILIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues au Chapitre 8 du CCAG-TIC.

22.1 - Résiliation du marché pour non-conformité au RGPD

a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

a. Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;

b. Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;

c. Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.

c) Le sous-traitant est en droit de résilier le présent marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 14.1, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du marché, selon le choix du responsable du traitement et sauf dispositions contraires le droit de l'Union ou le droit national, le sous-traitant supprime, toutes les données à

caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression ;
Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

23.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 47 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, le titulaire a droit à être indemnisé, uniquement, de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

22.3. Arrêt d'exécution des prestations

En vertu de l'article 41 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations. Les prestations sont alors payées au prorata des prestations validées de façon contradictoire. Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date d'arrêt d'exécution des prestations.

ARTICLE 23 – DROIT ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/TIC

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/TIC
Article 7	Articles 30 à 34
Article 14	Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 23	Article 51

Fait en un exemplaire original unique

A le.....

Le représentant désigné de la société
(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le

Le pouvoir adjudicateur,